L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.—NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 6 MAI 1852.

OFFICIEL.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

Première Session.—Quatrième Législature.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

Jeudi, 11 mars 1852

La Chambre se réunit conformement à l'ajournement.

L'appel nominal constate un quorum.

Le journal d'hier est lu et approuvé.

Congé est accordé à MM. Grayson et Payne, pendant le reste de la session.

M. Hughes a demandé et obtenu permission de faire enregistrer son vote contre le bill de la Banque des Citoyens, et M. Lathrop en faveur du dit bill, et de celui "pour établir une Institution pour les sourds, muets et aveugles."

M. Theard, au nom du comité d'enrolements, rapporte comme dument enrolés ces bills et resolutions intitulés:

Acte pour amender un acte intitulé acte pour incorporer la ville de Vernon, approuvé le 21 février 1850;

Resolution relative au canal des Attakapas.

L'Orateur les ayant signés, le greffier est chargé d'y enquerir la signature du président du Sénat.

Sur motion de M. Munday, les bills suivants ont été mis à l'ordre du jour pour samedi:

Acte pour réduire et régler les salaires des officiers de l'Etat;

Acte pour transporter l'Arsenal de l'Etat à Bâton-Rouge;

Acte pour réunir les charges de bibliothécaire et du surintendant du Bureau de Statistique à celle de Surintendant d'éducation publique;

Acte pour régler les honoraires des recorders et notaires publics;

Acte pour réduire les salaires des officiers;

Acte pour régler la charge d'Adjudant-Général.

Les membres suivants ont presenté les resolutions suivantes:

M. Hough—Petition de citoyens de Caldwell, Jackson et Ouachita;

Référée au comité des terres publiques.

M. Lathrop—Pétition de l'association de l'asile des marins;

Referée au comité des Institutions charitables;

M. Lumsden a présenté la resolution suivante

Il est résolu &c; Que la somme de $100 est, et demeure par la présente, allouée, pour l'achat des "Oiseaux de l'Amerique" par Audubon, à l'usage de la bibliothèque de l'Etat; et que la dite somme de $100 sera payée à Daniel Rice, sur le mandat de l'Auditeur des comptes publics.

Référé au comité général.

M. McCutchen—Il est resolu; Que Charles Leinstre, sergent-d'armes du Sénat et C. L. Marshall, sergent-d'armes de la Chambre, sont autorisés à mettre en vente la Chambre des Représentans pour la Convention, le 1er juillet 1852, et le servant des membres du Sénat et de ceux de la Chambre, dans le cas où le peuple, dans sa volonté suprême, demanderait la dite Convention

Première Lecture.

M. Summers—Il est resolu, Que l'aduitant général et demeure par la présente invité à faire un rapport à cette Législature avant mardi prochain de la quantité et qualité des armes appartenant à l'Etat, dans l'arsenal de la Nouvelle-Orléans, ou en possession des compagnies militaires de la Nouvelle-Orléans, ainsi que les frais de transport des dites armes à Bâton-Rouge.

Sur motion, la dite résolution a été adoptée.

Le greffier est chargé d'y demander le concours du Sénat.

M. Curry, au nom du comité judiciaire, auquel avaient été référés plusieurs bills, rapporte qu'il fait un rapport favorable aux bills intitulés

Acte pour amender un acte intitulé "acte pour incorporer l'Académie de jeunes filles d'Iberville, approuvé le 16 mars 1842;

Acte pour autoriser Thomas W. Reed, et sa femme Elizabeth Fearing, de la Nouvelle Orleans, à adopter Thomas Reed Roger, leur neveu,

Acte pour abroger un acte intitulé "acte pour autoriser les juges à qualifier leurs verdicts dans des causes qui entraînent peine de mort, et pour limiter la position, sur ces verdicts qualifiés, aux travaux forcés pour la vie, dans le pénitentiaire de l'Etat, approuvé le 29 mai 1846;

Acte relatif aux créanciers d'individus qui ont fait abandon de leurs propriétés en faveur de leurs créanciers;

Acte pour autoriser Judith Toutant, femme d'Emile Legendre, à vendre certains esclaves;

Acte pour amender un acte intitulé "acte regulant la manière de faire les ventes judiciaires, approuvé le 27 février 1852;

Acte pour exempter de juré les citoyens de la Louisiane, référé au comité d'éducation publique.

M. Powell—Acte pour venir au secours de la bibliothèque du Lycée, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, référé au comité d'éducation publique.

M. Theard—Acte pour rembourser aux collecteurs de taxes d'Etat des différentes paroisses, une certaine portion de la commission à laquelle ils avaient droit autrefois; référé au comité de finance.

M. Devergès—Acte pour régler les charges de notaires et greffes, dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans; référé au comité judiciaire.

M. Theard, au nom du comité d'enrolements, rapporte comme dument enrolés les bills et resolutions intitulés:

Acte pour amender un acte intitulé acte pour incorporer la ville de Vernon, approuvé le 21 février 1850;

Résolution relative au canal des Attakapas.

L'Orateur les ayant signés, le greffier est chargé d'y enquerir la signature du président du Sénat.

Sur motion de M. Munday, les bills suivants ont été mis à l'ordre du jour pour samedi:

Acte pour réduire et régler les salaires des officiers de l'Etat;

Acte pour transporter l'Arsenal de l'Etat à Bâton-Rouge;

Acte pour réunir les charges de bibliothécaire et du surintendant du Bureau de Statistique à celle de Surintendant d'éducation publique;

Acte pour régler les honoraires des recorders et notaires publics;

Acte pour réduire les salaires des officiers;

Acte pour régler la charge d'Adjudant-Général.

Les membres suivants ont presenté les resolutions suivantes:

M. Hough—Petition de citoyens de Caldwell, Jackson et Ouachita;

Référée au comité des terres publiques.

M. Lathrop—Pétition de l'association de l'asile des marins;

Referée au comité des Institutions charitables;

M. Lumsden a présenté la résolution suivante

Il est résolu &c; Que la somme de $100 est, et demeure par la présente, allouée, pour l'achat des "Oiseaux de l'Amerique" par Audubon, à l'usage de la bibliothèque de l'Etat; et que la dite somme de $100 sera payée à Daniel Rice, sur le mandat de l'Auditeur des comptes publics.

Référé au comité général.

M. McCutchen—Il est resolu; Que Charles Leinstre, sergent-d'armes du Sénat et C. L. Marshall, sergent-d'armes de la Chambre, sont autorisés à mettre en vente la Chambre des Représentans pour la Convention, le 1er juillet 1852, et le servant des membres du Sénat et de ceux de la Chambre, dans le cas où le peuple, dans sa volonté suprême, demanderait la dite Convention

Première Lecture.

M. Summers—Il est resolu, Que l'aduitant général et demeure par la présente invité à faire un rapport à cette Législature avant mardi prochain de la quantité et qualité des armes appartenant à l'Etat, dans l'arsenal de la Nouvelle-Orléans, ou en possession des compagnies militaires de la Nouvelle-Orléans, ainsi que les frais de transport des dites armes à Bâton-Rouge.

Sur motion, la dite résolution a été adoptée.

Le greffier est chargé d'y demander le concours du Sénat.

M. Curry, au nom du comité judiciaire, auquel avaient été référés plusieurs bills, rapporte qu'il fait un rapport favorable aux bills intitulés

Acte pour amender un acte intitulé "acte pour incorporer l'Académie de jeunes filles d'Iberville, approuvé le 16 mars 1842;

Acte pour autoriser Thomas W. Reed, et sa femme Elizabeth Fearing, de la Nouvelle Orleans, à adopter Thomas Reed Roger, leur neveu,

Acte pour abroger un acte intitulé "acte pour autoriser les juges à qualifier leurs verdicts dans des causes qui entraînent peine de mort, et pour limiter la position, sur ces verdicts qualifiés, aux travaux forcés pour la vie, dans le pénitentiaire de l'Etat, approuvé le 29 mai 1846;

Acte relatif aux créanciers d'individus qui ont fait abandon de leurs propriétés en faveur de leurs créanciers;

Acte pour autoriser Judith Toutant, femme d'Emile Legendre, à vendre certains esclaves;

Acte pour amender un acte intitulé "acte regulant la manière de faire les ventes judiciaires, approuvé le 27 février 1852;

Acte pour exempter de juré les citoyens de la Louisiane, référé au comité d'éducation publique.

M. Powell—Acte pour venir au secours de la bibliothèque du Lycée, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, référé au comité d'éducation publique.

M. Theard—Acte pour rembourser aux collecteurs de taxes d'Etat des différentes paroisses, une certaine portion de la commission à laquelle ils avaient droit autrefois; référé au comité de finance.

M. Devergès—Acte pour régler les charges de notaires et greffes, dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans; référé au comité judiciaire.

M. Theard, au nom du comité d'enrolements, rapporte comme dument enrolés ces bills et resolutions intitulés:

Acte pour amender un acte intitulé acte pour incorporer la ville de Vernon, approuvé le 21 février 1850;

Res